

Le point mort

Ilan
Halevi

Pour le moment, on peut dire que Benyamin Nétanyahou a réussi son coup : conformément aux promesses faites à ses électeurs, et contrairement à ses déclarations destinées à rassurer l'opinion internationale sur ses intentions, les négociations sont désormais totalement interrompues sur l'ensemble des fronts. A l'heure où j'écris ces lignes, et à l'exception de contacts techniques et de routine, il n'y a plus la moindre sous-commission israélo-palestinienne qui siège : ni pour gérer la « coordination » dans le domaine de la sécurité et des affaires civiles, ni pour appliquer les accords intérimaires déjà signés, ni pour poursuivre les négociations multilatérales sur les problèmes de la coopération régionale, ni, bien évidemment, pour ouvrir les dossiers toujours repoussés du statut permanent. C'est donc le coma, sinon la mort, pour le processus dit d'Oslo.

Il est vrai que dans le cadre de ses gesticulations médiatiques, le Premier ministre israélien a bien proposé à l'improviste, en pleine crise, d'ouvrir immédiatement les tractations sur le statut définitif ; mais il s'agissait pour lui de les substituer à la mise en œuvre des accords intérimaires, d'échapper à l'obligation de procéder au redéploiement des forces israéliennes et d'évacuer la zone « B », de repousser l'établissement du passage garanti entre la Cisjordanie et la bande de Gaza, l'ouverture de l'aéroport international de Gaza et la construction du port maritime, et de geler l'invivable statu quo actuel jusqu'à la conclusion d'un improbable accord avec un partenaire israélien aveuglé par sa force matérielle, et qui affirme que les objets mêmes du litige – Jérusalem, les colonies, les frontières, le retour des réfugiés – ne sont pas négociables. Personne, dans le monde, n'a jugé utile de commenter une proposition aussi rhétorique.

Ainsi la seule activité négociatrice à l'heure actuelle consiste-t-elle en une démarche américaine infatigable, et apparemment stérile, qui plaide pour la poursuite des pourparlers, mais refuse par ailleurs toute intervention, d'où qu'elle vienne, sur la substance du blocage. Les veto successifs de l'administration

américaine au Conseil de sécurité de l'ONU, face à la condamnation universelle de l'escalade de la colonisation et des provocations israéliennes, et l'endos américain de l'alibi sécuritaire israélien, illustrent ce parti pris lourd de conséquences : Washington préfère prendre le risque d'un embrasement meurtrier dans la région plutôt que de rompre le tabou électoral (et parlementaire) qui établit, comme le rappelait récemment le vice-président Al Gore, que l'administration américaine « *ne critiquera jamais Israël* » ! Forts d'une telle impunité, on voit mal pourquoi le Premier ministre israélien et son cabinet de démagogues bellicistes reculeraient.

La crise actuelle, sans conteste la plus grave depuis l'ouverture, il y a cinq ans et demi, de la Conférence de Madrid, repose sur la conjonction de divers éléments, qui tous procèdent d'une volonté israélienne explicite de tuer le processus de paix, de pousser le peuple palestinien et les gouvernements arabes à l'exaspération, dans l'espoir encore vain de voir ces derniers renoncer à la paix, aux accords, à la négociation et à toutes ces occasions pour la communauté internationale d'exercer des pressions (morales, et jusqu'aujourd'hui parfaitement inefficaces) sur le gouvernement de Nétanyahou.

Il y a tout d'abord la rupture du dialogue, qui permet au gouvernement israélien de se livrer à une escalade sans précédent de la répression : siège de Sourif, près d'Hébron, depuis plus de trois semaines au moment où j'écris, destruction de maisons, arrestations massives dans la zone « B », et aggravation des mesures de bouclage, en particulier dans la région de Qalqilya et de Toulkarm, dont l'ensemble du commerce, depuis des années, dépend des relations avec les Palestiniens de l'intérieur de la « ligne verte ». Suspension des permis, entraves multiformes à la liberté de circuler, aggravation, en un mot, de l'occupation et du contrôle militaire.

Il y a ensuite l'escalade effrénée, délibérément provocatrice, de la colonisation. « Epaississement » (selon un vocabulaire codé mis au point par les travaillistes en leur temps)

des colonies, c'est-à-dire leur multiplication par scissiparité : dans le nord, dans la région de Wadi al-Tin ; dans le centre, aux environs de Naplouse, et, bien sûr, à l'est de Latroun ; dans le sud de la Cisjordanie, autour d'Hébron, et jusque dans la bande de Gaza, où les bulldozers israéliens sont montés sur les terres des habitants de Khan Younis sous prétexte, là encore, d'agrandir la colonie existante de Kiryat Yam. Et puis, sur l'ensemble du territoire déjà morcelé, quadrillé, atomisé entre les barrages et des lignes de démarcation, l'occupant confisque des terres pour percer et tracer des « routes de contournement » – pierres de touche de l'apartheid spatial, social, et même routier, intitulé « séparation », et que les officiels israéliens considèrent comme base et condition de la « paix » qu'ils disent appeler de tous leurs vœux.

Il y a ensuite, et peut-être surtout, Jérusalem. En ouvrant le tunnel sous la vieille ville, qui devait servir de détonateur à l'explosion d'octobre dernier, Nétanyahou, qui répète à qui veut l'entendre que Jérusalem n'est pas négociable, ouvrait de fait la bataille de Jérusalem : destructions de maisons, fermetures d'institutions, percement de nouvelles routes, provocations religieuses sur l'esplanade du Temple, aggravation de l'ensemble des mesures visant à mettre en question le droit de résidence des Palestiniens à Jérusalem, et enfin, la mise en chantier provocatrice, sur arrière plan de crise gouvernementale et de pressions de l'ultra-droite, du projet de construction de 6500 unités de logement réservées aux Juifs et intitulé « Har-Homa », sur le mont Abou Ghoneim, à la porte de Bethléem.

Le chantier de djebel Abou Ghoneim, face auquel le député de Bethléem Salah Tamari a installé un campement de protestation permanente, est ainsi devenu un symbole, et l'abcès de fixation du dialogue de sourds qui sert de mode de relation entre Israël et le reste du monde. A djebel Abou Ghoneim, Nétanyahou a pris le taureau par les cornes, et a acculé la partie palestinienne à la confrontation. Grâce à Abou Ghoneim, la question de Jérusalem, sans cesse repoussée à plus tard,

et soi-disant non négociable, est aujourd'hui sur le tapis. C'est d'elle, en définitive, que dépend la vie ou la mort du processus aujourd'hui comateux. Le monde entier en est conscient, et le gouvernement israélien, dans un spectaculaire mouvement de régression archaïque, assume cette rassurante fracture, où la forteresse assiégée puise dans son isolement même la certitude d'incarner le droit.

A Jérusalem donc, la judaïsation s'accélère. Nétanyahou ayant déclaré, à des fins d'exportation, qu'il construirait aussi pour les Arabes, le ministre de l'Intérieur, Elyahou Suiza (Shass) a exprimé avec une grossièreté sans détours la philosophie pratique du gouvernement israélien à cet égard : les quartiers arabes du Grand Jérusalem, rappelle-t-il, sont des villages, et leurs habitants des villageois. Ils n'ont besoin ni de trottoirs, ni de voirie, ni de services urbains. Autant pour la citoyenneté dans la ville soi-disant unifiée ! Ainsi, à la campagne, évoquée plus haut, contre le droit de résidence des Palestiniens de Jérusalem, il convient d'ajouter la discrimination multiforme qui les frappe dans la vie quotidienne, et les pressions exercées pour les pousser à l'exode. Il s'agit, on ne saurait trop le répéter, d'une politique de transfert, de déportation massive. Partout ailleurs, on l'appelle par son nom : c'est de la purification ethnique.

Enfin, last but not least parmi les éléments de cette crise, il y a le retour en Israël du discours de la guerre, du mépris officiel, de la haine populaire. Discours régressif, appuyé sur des décennies de « racisme de guerre », qui envoie à la société israélienne des signaux inquiétants, et la prépare culturellement aux pires excès.

Face à cette escalade, le peuple palestinien proteste de façon fondamentalement pacifique. Il mobilise, afin de créer un rapport de forces moral international susceptible de modifier à terme la position américaine, et la position israélienne elle-même, l'ONU, le Mouvement des non-alignés, la Ligue arabe, l'Organisation de la Conférence islamique, l'Union européenne, etc. Sur le terrain, la direction

politique palestinienne et les cadres du mouvement de masse canalisent la protestation et maintiennent la violence à un niveau extrêmement bas, tout en renforçant le dialogue et la conciliation avec l'ensemble des composantes de la société.

Mais la principale carence dans la constitution d'un rapport de forces est israélienne : le Parti travailliste, divisé au sommet entre un Barak-faucon qui veut faire cavalier seul et un Pères-colombe prêt à tout pour gouverner avec Nétanyahou, ne joue pas son rôle d'opposition, et ne peut donc pas compter sur une dynamique d'alternance. Même le scandale judiciaire dit « Bibigate » n'a pas réussi à faire sortir les travaillistes dans la rue (dans la presse, dans la société). Leur « gauche », au et hors du Parlement, s'est, en conséquence, elle aussi recentrée vers la droite, puisqu'elle élabore ses stratégies à équidistance du pouvoir.

Dans ces conditions, la responsabilité européenne est considérable. L'Union européenne peut-elle trahir ses propres engagements ? L'Europe peut-elle sans limite voir sa volonté vidée d'effet par la puissance américaine ? La carte économique, comme le disait Yasser Arafat à ses interlocuteurs européens au lendemain de la signature de l'accord sur Hébron, est d'autant plus efficace qu'il n'est point besoin de la jouer. Il suffit de la brandir et de l'agiter. Premier partenaire commercial d'Israël, l'Union européenne doit remettre en question les privilèges exceptionnels accordés à Israël dans des conditions aujourd'hui révolues. Mais il lui faut pour cela unifier sa volonté propre, et surmonter sa réticence à contrarier la puissance américaine. Si l'Europe sait répondre à l'attente unanime des Arabes dans ce domaine, et cristalliser le partenariat euro-méditerranéen au niveau politique, elle le peut. La sauvegarde des espoirs de paix dans cette région est sans doute à ce prix.

—I. H.